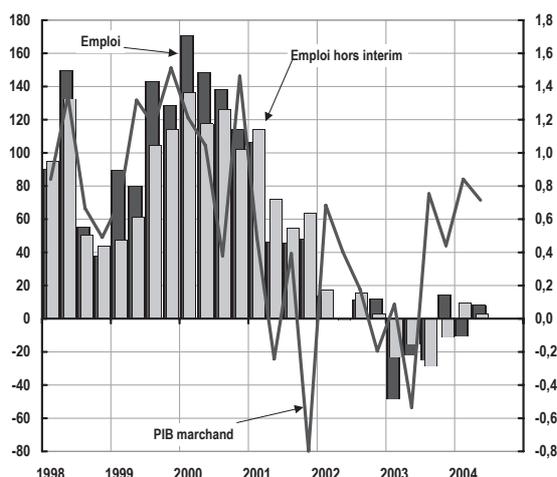


Graphique 1
Emploi et PIB concurrentiels non-agricoles

Variation trimestrielle en milliers t / (t-4) en %

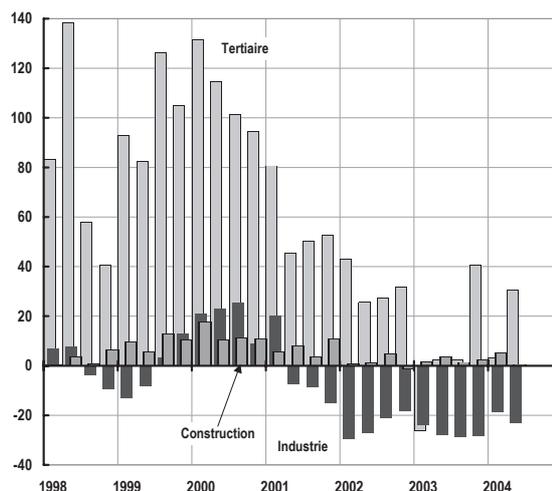


Emploi sur l'échelle de gauche et PIB sur l'échelle de droite.

Sources : Dares, Insee, Unédic.

Graphique 2
Emploi salarié des secteurs concurrentiels

Variation trimestrielle en milliers



L'intérim est inclus dans les services et non pas ventilé dans les secteurs utilisateurs.

Sources : Dares, Insee, Unédic.

dégradation du marché du travail et une quasi-stabilité du pouvoir d'achat en 2003.

Au moteur de la consommation s'ajoute désormais la reprise significative de l'investissement des entreprises. Longtemps attendue, elle conforte le processus de reprise économique, et laisse espérer l'enclenchement de la dynamique usuelle de croissance, qui se diffuse ensuite vers l'emploi, les revenus des ménages et les profits des entreprises. Cette reprise de l'investissement découle logiquement d'une situation financière assainie des entreprises, tant sur le plan de l'endettement que sur celui de l'exploitation, les taux de marge ayant été peu affectés par le cycle économique. Les carnets de commande se sont peu à peu garnis, mais le faible degré d'utilisation des capacités de production autorise encore aujourd'hui des délais de réponse rapide à la demande. En France comme en Europe, les anticipations des entrepreneurs, en particulier dans l'industrie, n'ont cessé de progresser depuis un an. Elles avoisinent désormais les meilleurs niveaux des années quatre-vingt-dix.

La croissance reste donc très supérieure, de l'ordre de 1 point, aux prévisions d'il y a un an. Cette bonne

surprise est confortée par le fait qu'elle s'appuie sur une situation des entreprises beaucoup moins dégradée que ne l'indiquaient les informations issues des comptes nationaux provisoires. La mauvaise surprise provient de l'inflation : elle aussi est supérieure de près d'1 point aux prévisions. La hausse du pétrole, ainsi que la vigueur inespérée de la croissance l'expliquent pour partie, mais l'inflation sous-jacente, qui connaît une progression également un peu plus dynamique que prévu, amenuise le pouvoir d'achat des ménages (graphique 1).

L'emploi bénéficiaire, pour l'instant, faiblement de la reprise

En 2003, l'emploi salarié marchand a fortement chuté : -81 000 (tableau 1). Les entreprises ont donc ajusté leurs effectifs en raison du ralentissement de la demande qui leur était adressée. Contrairement à ce que laissaient penser les données préliminaires, il n'y a pas eu de « rétention » d'emplois plus marquée qu'au cours des cycles précédents. En effet, la révision annuelle des chiffres de l'emploi, en intégrant les statistiques relatives aux petites entreprises, a conduit à renforcer le recul de l'em-

ploi marchand, principalement dans l'industrie, dont les effectifs ont décliné de -109 000 personnes en 2003. De manière plus inattendue, elle montre aussi une évolution moins dynamique qu'on ne le pensait de l'emploi dans le commerce, ou dans les services aux particuliers, alors même que la progression soutenue de la consommation des ménages tendait à soutenir l'activité de ces secteurs (graphique 2).

Au deuxième trimestre 2004, l'emploi salarié marchand progresse à nouveau. Hors intérim, c'est la deuxième hausse consécutive. À première vue, les progressions enregistrées au début 2004 semblent ténues, voire faibles relativement à la croissance enregistrée au cours des quatre trimestres qui viennent de s'écouler. Toutefois, même si l'on aurait pu observer une reprise plus vigoureuse de l'emploi, et que les anticipations d'embauche des entrepreneurs demeurent atones, il reste pour l'heure prématuré de conclure à une reprise sans emploi.

Au deuxième trimestre, le solde des créations et des destructions d'emplois reste très négatif dans l'industrie : -23 000. Après un premier trimestre vigoureux, l'emploi dans la construction marque une pause. Ce

Tableau 1
De l'emploi salarié des secteurs concurrentiels à l'emploi total

Milliers / cvs / fin de trimestre	2004		2003				2004				2003	2004
	T1	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	Croissance T/(T-4)		
	Niveau					Variations trimestrielles					%	
Secteurs concurrentiels (1)	15 389	-49	-22	-25	14	-10	8				-0,3	-0,1
Dont : Industrie	3 906	-24	-28	-29	-28	-19	-23				-2,2	-2,5
Construction	1 382	2	4	2	2	5	0				0,7	0,7
Tertiaire	10 199	-26	3	2	41	3	31				+0,3	+0,8
dont : intérim	567	-25	-7	4	26	-20	+5				-4,6	+2,6
Non-marchand aidé (2)	325	-33	-24	-32	-12	-49	-17				14,7	-25,3
Autres (3)	8 886	44	24	25	1	22	22				1,6	0,8
Emploi total	24 600	-38	-22	-32	3	-38	13				0,1	-0,2

(1) - Secteurs concurrentiels non agricoles (EB-EP).

(2) - Contrats emploi-solidarité (CES), Contrats emploi consolidé (CEC) et Emploi jeunes.

(3) - Salariés de l'agriculture, salariés et emplois non aidés de l'administration, de l'éducation, de la santé et de l'action sociale, non-salariés de tous les secteurs.

Les données sont arrondies au millier, et les totaux sont toujours ajustés sur les sources statistiques officielles

Sources : Dares, Insee, Unédic.

sont les créations d'emplois dans les services qui repartent (+31 000) permettant la hausse de l'emploi salarié dans les secteurs marchands. Mais, pour vigoureuses qu'elles apparaissent, ces créations se font dans un contexte de forte croissance de la productivité dans les services, qui est à l'heure actuelle à des niveaux qu'elle n'avait plus atteint depuis une quinzaine d'années. L'emploi dans l'intérim semble donner quelques signes de reprise, après avoir atteint son point bas au deuxième trimestre 2003, au creux du cycle d'activité (graphique 3).

L'emploi total progresse de +13 000 postes au deuxième trimestre 2004, mais reste en baisse de -0,2 % en glissement annuel (-54 000). L'évolution positive du deuxième trimestre provient de l'emploi marchand, mais également d'une contribution des emplois aidés dans le secteur non marchand (-17 000) nettement moins négative qu'au premier trimestre 2004 (-49 000). Les autres emplois, en particulier les entrepreneurs individuels et les salariés des secteurs non-marchands non aidés soutiennent l'emploi : +22 000 emplois au cours du deuxième trimestre, et +70 000 (+0,8 %) en glissement annuel.

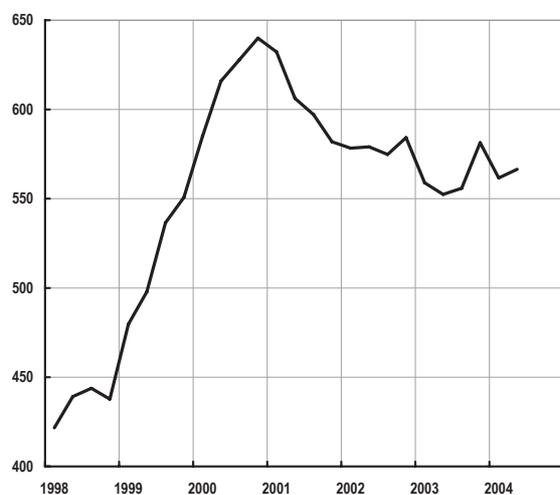
Reprise soutenue de la productivité et croissance modérée des salaires

La productivité connaît une reprise vigoureuse, atteignant 3 % en glissement annuel (graphique 4); c'est là une conséquence naturelle d'une croissance vive de l'activité qui ne se transmet que tardivement et encore faiblement à l'emploi. Le rythme atteint est exceptionnel, et ne se compare qu'à ceux observés, à la fin des années quatre-vingt.

Les progressions des salaires de base sont modérées (+0,6 % pour tous les indicateurs, tableau 2), reflé-

Graphique 3
Emploi intérimaire

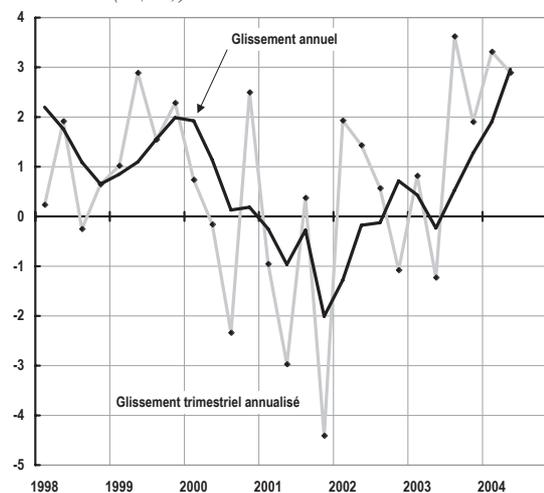
Milliers cvs



Sources : Dares, Insee, Unédic (Déclaration des agences d'intérim).

Graphique 4
Productivité par tête

T/T-4 en % - (T/(T-1)) x 4 en %



Champ : secteurs concurrentiels non agricoles.

Sources : Dares, Insee, Unédic.

tant la dégradation passée du marché du travail. En effet, le niveau élevé du chômage et la faiblesse des tensions sur le marché du travail peuvent également expliquer que l'inflation, supérieure aux anticipations (+2,4 % en glissement annuel), ne débouche pas sur des hausses salariales, pesant *in fine* sur le pouvoir d'achat des ménages (graphique 5). Cependant, les indicateurs de tension sur le marché du travail semblent avoir atteint leur étiage, amorçant même une légère remontée (graphique 6). Outre les familles professionnelles de la construction, l'inflexion est désormais nette pour celles de l'industrie et perceptible, ce trimestre, dans le tertiaire. Bien que ce changement soit net, le niveau des tensions reste faible et ne déclenchera pas une élévation prochaine des salaires.

Entrées soutenues dans les dispositifs de politiques de l'emploi du secteur marchand

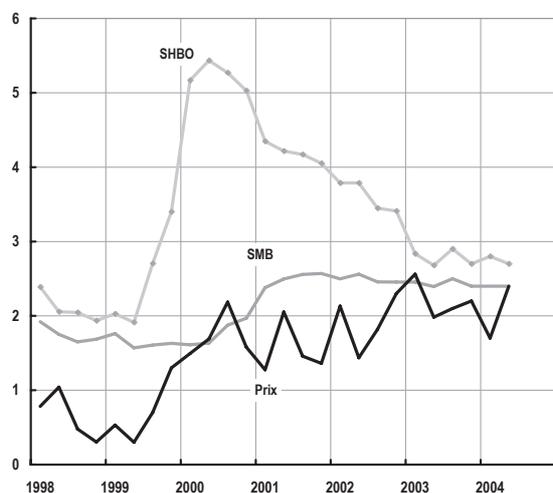
Les entrées nouvelles dans les dispositifs ciblés de politiques de l'emploi du secteur marchand ont été très soutenues au deuxième trimestre 2004 : +15,7 % au deuxième trimestre par rapport à la même période de 2003 (soit 14 000 entrées supplémentaires) et +14,5 % sur l'ensemble du premier semestre 2004. Ce sont principalement les entrées en Contrats initiative emploi (+12 000) et l'apprentissage (+6 000) qui expliquent cette hausse, compensant de moindres entrées dans le dispositif de Contrats jeunes en entreprise (-5 000). Cette structure des entrées témoigne tant des effets de la relance des Contrats initiative emploi que de l'amélioration de la conjoncture du marché du travail dans les secteurs marchands. Les stocks de bénéficiai-

res diminuent de -2,2 % en un an, mais toujours principalement sous l'effet retardé des sorties de l'abattement temps partiel. Les stocks de bénéficiaires des autres mesures sont en revanche en nette augmentation : +8 000 au deuxième trimestre, +38 000 en un an (tableau 3).

Les entrées dans les dispositifs non-marchands sont en net repli, de -12,8 % par rapport au deuxième trimestre 2003 (-12 000 entrées), et de -16,4 % sur le semestre. Cette diminution provient essentiellement de la réduction tendancielle programmée des enveloppes allouées à ces dispositifs, au profit de la réorientation des crédits vers les dispositifs spécifiques ou généraux d'aide à l'emploi dans le secteur marchand. Ces baisses étaient prévues, et inscrites dans la loi de finances; toutefois, le rythme de la baisse a été moins fort qu'attendu au premier semestre, permettant un soutien plus important de l'emploi, en

Graphique 5
Salaires et prix

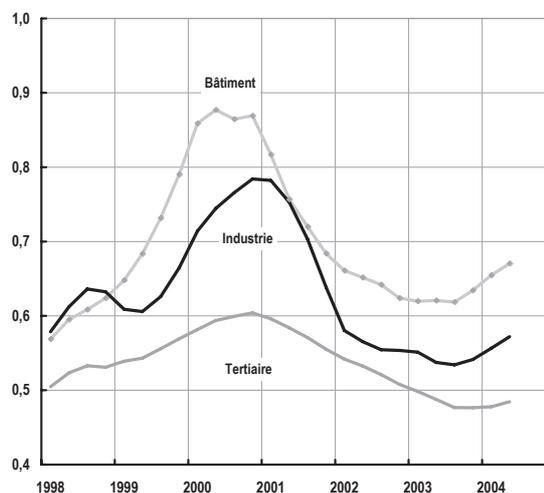
T/T-4 en %



Sources : Dares, Insee.

Graphique 6
Difficultés de recrutement

Ratio : offres d'emploi enregistrées sur demandes d'emploi enregistrées



Les intitulés recouvrent des familles professionnelles et non des secteurs d'activité
Sources : Anpe, Dares.

Tableau 2
Évolutions des salaires de base et des prix

Variation en %	2003				2004				2003	2004
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	Croissance	T/(T-4)
	Variations trimestrielles en %									
Salaire Horaire de Base Ouvrier(SHBO)	0,8	0,6	1,0	0,3	0,9	0,6			2,7	2,8
Salaire Mensuel de Base Ouvrier(SMBO)	0,8	0,6	1,0	0,3	0,8	0,6			2,5	2,7
Salaire Mensuel de Base(SMB)	0,8	0,5	0,7	0,3	0,8	0,6			2,4	2,4
Prix	1,3	-0,1	0,5	0,5	0,8	0,6			2,0	2,4

Sources : Dares, Insee.

attendant que la dynamique économique se transmette aux créations d'emplois dans les trimestres à venir. Les stocks de bénéficiaires diminuent de 25,3 % en 1 an, soit 110 000 personnes de moins.

La formation des demandeurs d'emploi marque également le pas, avec des entrées en baisse de -4,8 % par rapport au deuxième trimestre 2003, et un nombre de bénéficiaires

qui recule de -5,0 %. Les entrées en dispositif de retrait d'activité sont aussi en baisse de -5,5 %. Le nombre de bénéficiaires est en léger recul, -10 000 en un trimestre, reflétant certainement le départ en retraite de demandeurs d'emploi ayant eu une longue carrière. En un an, l'effet est encore plus modéré : le stock de bénéficiaires revient à un niveau

voisin de celui observé au deuxième trimestre 2003.

Au total, le nombre d'entrées dans un dispositif de politique de l'emploi recule de -1,9 % en glissement annuel, et le nombre de bénéficiaires actuellement en mesure baisse de -6,5 %. Ces évolutions sont pour l'heure moins marquées que ne le laissait penser la diminution des enveloppes budgétaires, en raison du

Tableau 3
Entrées et stocks de bénéficiaires des dispositifs spécifiques de politique de l'emploi

France Métropolitaine, données en fin de trimestre	2004		2003			2004			2003	2004		
	T2	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4			
Entrées												
Données brutes - Milliers et %	Entrées du trimestre									Flux T/(T-4) en %		
Emplois aidés dans le secteur marchand (1)	138	89	141	244	157	103				-4,7	15,6	
dont : Abaissement de coûts salariaux	41	35	44	44	45	41				7,8	17,3	
Abattement temps partiel	0	0	0	0	0	0						
Contrat initiative emploi	13	14	16	22	27	26						
Contrat Jeune en entreprise	25	18	25	19	16	13						
Formations en alternance	83	38	82	182	94	41				-17,7	6,6	
Contrat d'apprentissage	45	11	50	117	52	14						
Contrats de qualification	26	14	23	52	29	15						
Contrat d'adaptation ou d'orientation	12	13	10	12	13	12						
Emplois aidés dans le secteur non-marchand	110	97	95	93	88	85				-22,9	-12,8	
dont : Contrats Emploi-Solidarité	65	59	62	62	57	57						
Contrats Emploi Consolidés (2)	35	31	27	25	27	24						
Contrats Emploi Jeunes	9	7	6	7	5	4						
Formation des demandeurs d'emplois	115	131	121	147	122	125				-3,5	-4,8	
dont : Stages d'Insertion et de Formation à l'Emploi (a)	13	29	19	40	13	20						
Retraits d'activité	38	34	39	37	39	32				14,2	-5,5	
dont : Dispenses de recherche d'emploi	27	25	26	27	29	24						
Ensemble (3)	400	352	396	522	407	345				-8,7	-1,9	
Trajet d'accès à l'emploi - TRACE (3)	20	17	18	30	0							
Stocks de bénéficiaires												
Données cvs - Milliers et %	Stock	Variations trimestrielles des stocks					Stock T/(T-4) en %					
Emplois aidés dans le secteur marchand (1)	1 001	-19	-40	-30	-12	26	-6				-12,9	-2,2
dont : Abaissement de coûts salariaux	396	-18	-32	-11	-25	14	-6				-24,5	-8,6
Abattement temps partiel	118	-51	-22	-20	-22	-10	-14					
Contrat initiative emploi	168	-6	-5	0	6	8	6					
Contrat Jeune en entreprise	109	60	7	10	6	16	2					
Formations en alternance	544	-4	-12	-12	10	6	-5				-3,7	-0,2
Contrat d'apprentissage	352	1	-1	0	2	3	4					
Contrats de qualification	143	-4	-12	-10	9	2	-9					
Contrat d'adaptation ou d'orientation	36	-2	1	-2	-1	1	0					
Emplois aidés dans le secteur non-marchand	325	-33	-24	-32	-12	-49	-17				-14,7	-25,3
dont : Contrats Emploi-Solidarité	113	-23	-4	-3	10	-18	-1					
Contrats Emploi Consolidés (2)	102	-2	-3	-7	-6	-8	-7					
Contrats Emploi Jeunes	111	-8	-17	-21	-16	-24	-10					
Formation des demandeurs d'emplois	124	-8	10	-2	2	-4	-1				-3,7	-5,0
dont : Stages d'Insertion et de Formation à l'Emploi (a)	18	-9	7	0	-1	-6	0					
Retraits d'activité	520	-1	-1	9	9	7	-10				-2,2	0,1
dont : Dispense de recherche d'emploi	394	1	2	8	11	-2	-4					
Ensemble (3)	1 970	-62	-56	-56	-13	-35	-34				-10,4	-6,5

(1) - Y compris insertion par l'économie et aide à la création d'emploi et d'activité.

(2) - Source Cnasea.

(3) - Le total général ne comprend pas TRACE, ce dispositif regroupant des bénéficiaires passés dans diverses mesures. Tous les flux d'entrées correspondent à des embauches ou des contrats signés, sauf : (a) entrées en stage.

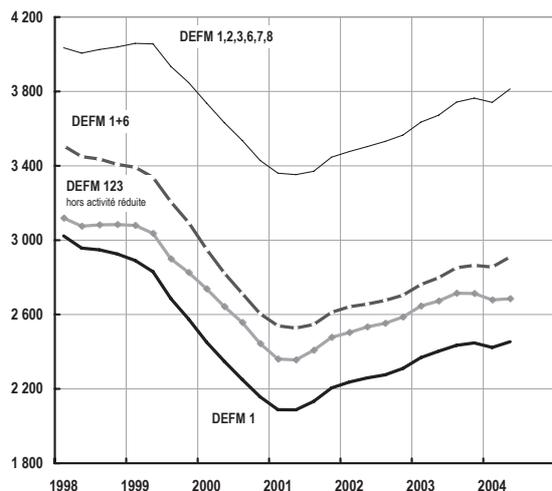
Les corrections des variations saisonnières sont le fruit d'une première estimation, susceptible de révision dans les publications ultérieures.

Les données sont arrondies au millier, et les totaux sont toujours ajustés sur les sources statistiques officielles.

Sources : Dares, Cnasea, Anpe, Unédic, Ministère de l'Éducation nationale, Ministère de l'Intérieur.

Graphique 7
Demandeurs d'emploi par catégories

Milliers cvs



Sources : Dares, Anpe.

dynamisme des entrées dans les dispositifs non marchands, ce qui a soutenu l'emploi et contenu le chômage au premier semestre 2004.

Chômage stable, mais vive accélération de l'activité réduite

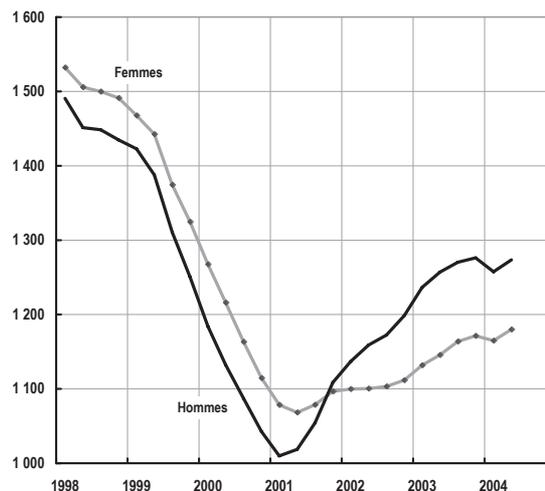
Au premier semestre 2004, le chômage est stable. Il touche 9,9 % de la population active fin juin, comme à la fin 2003 (+7 000 personnes). Sur le champ des DEFM1, les entrées du deuxième trimestre

demeurent élevées, tandis que les sorties apparaissent stabilisées (graphique 9). La hausse totale depuis la fin 2003 est finalement faible : +6 000 personnes qui se décompose en une baisse de -25 000 au premier trimestre, pour une hausse de +31 000 au deuxième trimestre (tableau 4).

En apparence, le rebond du taux de chômage au deuxième trimestre (+0,1 point) semble donc constituer le contrepoint de la baisse technique du premier trimestre (-0,1 point), liée à

Graphique 8
Demandeurs d'emploi par sexe

Milliers cvs

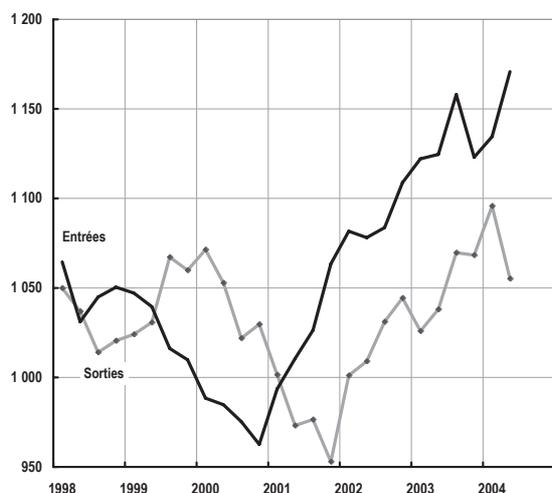


Champ : DEFM 1.
Sources : Dares, Anpe.

la sortie des « recalculés », dont peut témoigner l'inflexion contemporaine du chômage de longue durée (tableau 4). La réalité est plus complexe, comme le suggèrent les évolutions par âge et par sexe enregistrées aux mêmes périodes (le chômage des hommes baisse de -3 000, celui des femmes progresse de +9 000 au cours du semestre (graphique 8). Elles laissent deviner des mouvements qui vont bien au-delà du simple effet des entrées et sorties au titre de la réforme des filiè-

Graphique 9
Entrées et sorties de demandeurs d'emploi

Milliers cvs

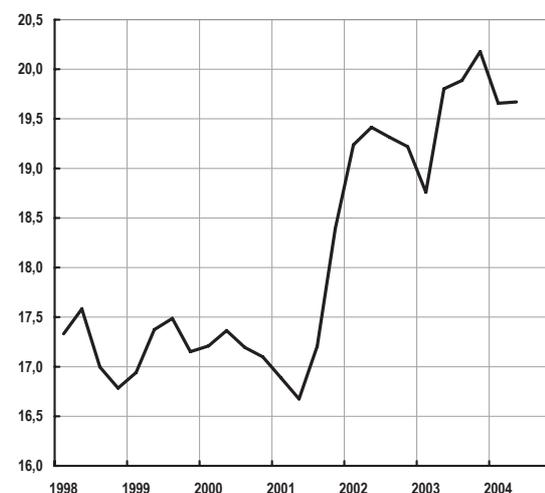


Champ : DEFM 1

Sources : Dares, Anpe.

Graphique 10
Licenciements ou sorties d'un PAP anticipé

En pourcentage cvs



Entrées en catégorie 1 suite à un licenciement économique ou individuel, ou bien en raison de la sortie d'un PAP anticipé en % du total des entrées au chômage.

Sources : Dares, Anpe.

Tableau 4
Demandeurs d'emploi par catégories et selon l'ancienneté au chômage

Milliers / cvs / fin de trimestre	2004		2003				2004				2003	2004
% pour le taux BIT	T1	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	Croissance T/(T-4)		
Catégories	Niveau		Variations trimestrielles								%	
DEFM 1	2 423	58	34	32	14	-25	31			6,3	2,1	
DEFM 1+6	2 856	58	36	54	13	-9	54			5,3	4,0	
DEFM 1+2+3 hors AR	2 678	59	27	42	-2	-34	7			5,5	0,5	
DEFM 1+2+3+6+7+8	3 741	70	37	70	21	-23	73			4,8	3,9	
Taux de chômage BIT (pt)		9,6	9,8	9,9	9,9	9,8	9,9			0,8	0,1	
Chômeurs longue durée de catégorie 1												
1 à 2 ans d'ancienneté	443	17	13	8	8	-18	5			13,3	0,8	
2 à 3 ans d'ancienneté	149	5	5	4	4	-7	5			9,7	4,5	
Plus de 3 ans d'ancienneté	116	-3	-2	-2	-1	0	1			-11,2	-2,2	
Ensemble des CLD	708	18	15	9	11	-24	11			7,6	1,1	

Les demandes d'emploi de catégories 1 à 3 recensent les personnes n'ayant pas exercé une activité réduite de plus de 78 heures dans le mois, et qui souhaitent un contrat à durée indéterminée à temps plein (catégorie 1) à durée indéterminée à temps partiel (catégorie 2) ou à durée déterminée (catégorie 3). De façon analogue les demandes d'emploi de catégorie 6 à 8 recensent les personnes ayant exercé une activité réduite de plus de 78 heures dans le mois, selon le type de contrat envisagé : CDI à temps plein (catégorie 6), CDI à temps partiel (catégorie 7) ou CDD (catégorie 8). Les données sont arrondies au millier, et les totaux sont toujours ajustés sur les sources statistiques officielles.

Sources : Dares, Anpe.

res d'indemnisation, en particulier parce que les départs en retraites anticipées dont peuvent bénéficier les salariés ayant eu une « longue carrière » sont plus nombreux qu'attendu et parce que les politiques ciblées d'aide à l'emploi sont plus dynamiques qu'usuellement au premier semestre.

Mais l'évolution du chômage se noue actuellement autour de l'activité réduite. La tendance de la courbe incluant l'ensemble des catégories de demandeurs d'emploi (+50 000 DEFM de catégories 1 à 3 et 6 à 8, au cours du semestre) est en effet nettement plus marquée que celle des DEFM1 (+6 000). Les chômeurs ne pratiquant pas d'activité réduite (DEFM123 hors activité réduite) voient dans le même temps leur nombre baisser de -27 000 au cours du semestre (graphique 7).

Cette évolution est encore mieux illustrée par l'accroissement rapide du nombre de demandeurs d'emploi qui pratiquent une activité réduite : +78 000 au cours du premier semestre 2004 (graphique 11). Ce comportement d'activité des demandeurs d'emploi est en effet en augmentation structurelle, mais il n'est pas possible d'attribuer l'accélération actuelle au seul comportement des demandeurs d'emploi : celle-ci a en effet nécessairement pour contrepartie une accélé-

ration des offres d'emplois. Sa concomitance avec la reprise de l'activité économique pourrait donc être un signe positif pour la dynamique du marché du travail. On ne peut pourtant aller jusqu'à y déceler le signe précurseur d'une reprise vigoureuse de l'emploi, d'autant que persistent d'importants flux d'entrées au chômage suite à un licenciement (graphique 10).

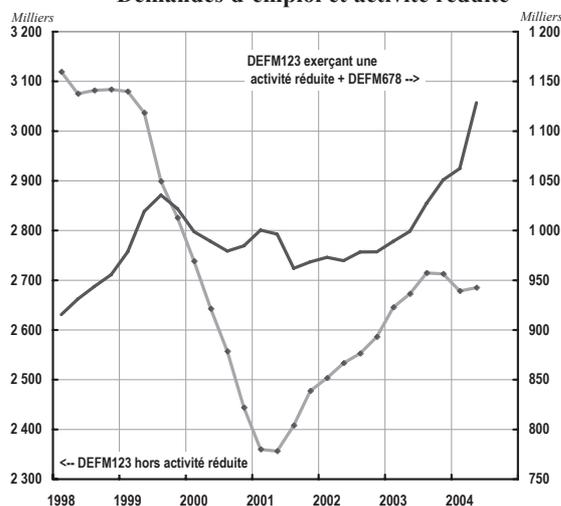
Europe : la reprise s'affirme, mais le chômage persiste

En Europe la reprise se poursuit également, mais avec moins de vigueur qu'en France (graphique 12).

Chez nos voisins aussi, la progression de l'emploi (pour laquelle les données ne sont encore que parcellaires) n'est pas encore suffisamment significative pour infléchir les courbes du chômage. Il est cependant bien trop tôt pour stigmatiser une reprise sans emploi à l'image de celle qui s'est récemment déroulée aux États-Unis (graphique 13).

Avec l'Espagne, qui voit son chômage refluer continûment depuis deux ans, l'Italie semble enregistrer de bons résultats au début de 2004, en termes de chômage (données nationales provisoires). En Allemagne la situation se dégrade encore nettement : la progression est très rapide

Graphique 11
Demandes d'emploi et activité réduite



Sources : Dares, Anpe.

(+0,6 point au premier semestre 2004), après la stabilisation observée en 2003. Les réformes du marché du travail semblent n'avoir que transitoirement contenu la hausse, qui a vivement repris son cours depuis deux trimestres. Le taux de chômage allemand rejoint désormais pratiquement celui de la France, ce qui est une

situation inédite. Désormais les grands pays de la zone euro se trouvent dans cette situation quelque peu paradoxale d'associer des économies puissantes à des taux de chômage moins flatteurs que ceux de leurs plus petits partenaires.

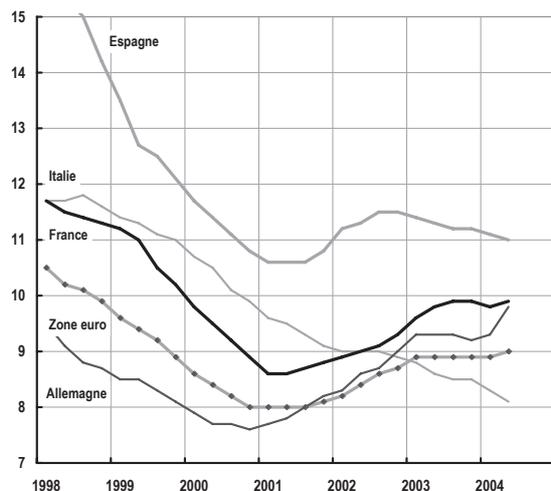
La courbe du chômage s'est infléchie aux États-Unis, mais essentielle-

ment sous l'impulsion du découragement de certains chômeurs. Le Japon et le Royaume-Uni engrangent les bénéfices de leurs bons résultats de croissance au cours de l'année écoulée.

Dares*

Graphique 12
Taux de chômage en zone euro

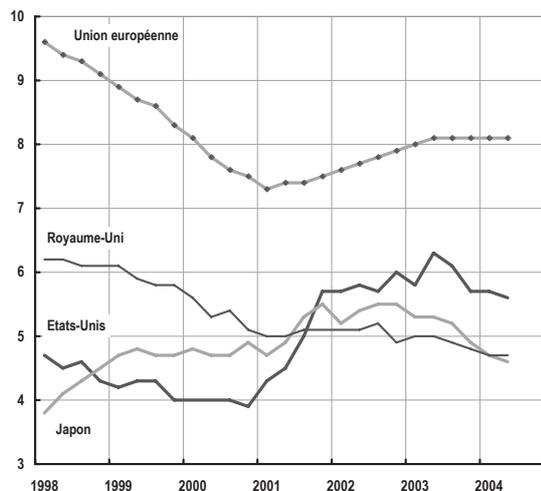
En pourcentage



Source : Eurostat.

Graphique 13
Taux de chômage dans le monde

En pourcentage



Source : Eurostat.

* Cette synthèse conjoncturelle est réalisée à la Dares par une équipe animée par Bruno Coquet et Stéphane Jugnot, composée de Edouard Fabre, Lucie Gonzalez, Marie Leclair, Nicolas De Ricardis, Géraldine Seroussi, Fabien Toutlemonde, Xavier Viney.

Références

- [1] Fabre, Edouard, Hélène Fréchou [2004] « Évolution de l'emploi salarié au deuxième trimestre 2004 » *Premières Informations*, n° 39.3, septembre.
- [2] Aerts Anne-Thérèse, Bruno Lutinière [2004] « Les mouvements de main-d'œuvre au premier trimestre » *Premières Informations*, à paraître.
- [3] Fréchou, Hélène [2004] « L'intérim au deuxième trimestre 2004 » *Premières Informations*, septembre, à paraître.
- [4] Dares [2004-1] « Conjoncture de l'emploi et du chômage au premier trimestre 2004 : les surprises de la reprise » *Premières Informations*, n°27.2, juillet.
- [5] Acoos [2004] « La masse salariale et l'emploi du secteur privé au deuxième trimestre 2004 » *Acoos Stat - Conjoncture*, n°16, septembre.
- [6] Brahami, Abdenor [2004] « Activité et conditions d'emploi de la main d'œuvre au deuxième trimestre 2004- Résultats définitifs » *Premières Informations*, n°40.2, septembre.
- [7] Dares [2004-1] « Le marché du travail en juillet 2004 » *Premières Informations*, n° 37.1, septembre.
- [8] Dares [2004-2] « Les tensions sur le marché du travail en juin 2004 » *Premières Informations*, n°42.1, octobre.

PREMIÈRES INFORMATIONS et PREMIÈRES SYNTHÈSES sont éditées par le Ministère des affaires sociales, du travail et de la solidarité, Direction de l'animation de la recherche des études et des statistiques (DARES) 39-43, quai André Citroën, 75902 Paris Cedex 15. www.travail.gouv.fr (Rubrique Études et Statistiques) - Directeur de la publication : Annie Fouquet. Téléphone Publications : 01.44.38.22.(60 ou 61) - Documentation : 01.44.38.23.(12 ou 14) - Télécopie : 01.44.38.24.43 Réponse à la demande : 01.44.38.23.89 / e-mail : dares.communication@dares.travail.gouv.fr Rédacteur en chef : Gilles Rotman. Secrétariat de rédaction : Evelyn Ferreira et Francine Tabaton. Maquetistes : Daniel Lepasant, Guy Barbut, Thierry Duret. Conception graphique : Ministère des affaires sociales, du travail et de la solidarité. Reprographie : DAGEMO. Abonnements : *La Documentation française*, 124 rue Henri Barbusse 93308 Aubervilliers Cedex. Tél. : 01.40.15.70.00. Télécopie : 01.40.15.68.00 - www.ladocumentationfrancaise.fr PREMIÈRES INFORMATIONS et PREMIÈRES SYNTHÈSES - Abonnement 1 an (52 n°) : France (TTC) 112 € , CEE (TTC) 118,10 €, hors CEE (TTC) 120,20 €. Publicité : Ministère des affaires sociales, du travail et de la solidarité. Dépôt légal : à parution. Numéro de commission paritaire : 3124 AD. ISSN 1253 - 1545.